

L'économie marocaine : de la croissance sans développement à l'assainissement sans croissance

Larbi Jaidi

Malgré le progrès enregistré dans l'assainissement de ses comptes macro-économiques, la mutation structurelle de l'économie marocaine n'est pas encore achevée

Une des causes essentielles d'une croissance qui tarde à s'accélérer est la persistance d'obstacles au développement de l'investissement privé

Les indicateurs montrent que le redressement des équilibres financiers n'exprime pas nécessairement une amélioration de la situation sociale, et notamment de l'emploi

L'économie marocaine a connu depuis 1960 une croissance volatile, fortement dépendante de son agriculture. A l'accélération de l'évolution du PIB dans les décennies soixante et soixante-dix pour atteindre 5,5 % entre 1973 et 1980, a succédé une décélération puis de fortes fluctuations dans les 25 dernières années. Cette instabilité n'a pas permis de relever sensiblement le niveau des revenus par habitant.

De 2,6 % par an en moyenne entre 1965 à 1991, la progression du PIB par habitant a chuté à 1 % entre 1992 et 2004. Le niveau de revenu du marocain qui correspondait à un peu moins de la moitié d'un espagnol en 1960 ne représente plus aujourd'hui que 22,7 % de celui-ci. Le Maroc se situe dans la partie basse du groupe des pays à revenus moyens.

Après l'envolée de la croissance alimentée par le boom phosphatier de la première moitié des années soixante-dix, le Maroc avait abordé les années quatre-vingts avec une crise économique grave. Il était confronté à des déséquilibres majeurs imputables en partie à des facteurs externes défavorables, mais aussi à des faiblesses structurelles intensifiées par des réponses peu appropriées aux chocs extérieurs des décennies passées. Ces tendances avaient induit un emploi inefficace des ressources et avaient pénalisé

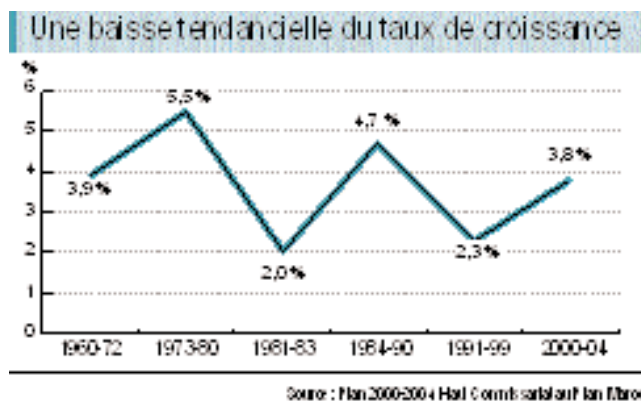
l'accès au marché mondial des biens agricoles et manufacturiers tout en aggravant les déséquilibres extérieurs.

20 ans d'ajustement structurel...

A partir de 1983, le Maroc a entrepris un vaste programme d'ajustement macro-économique visant le redressement des équilibres fondamentaux, l'amélioration des investissements et l'accroissement de la compétitivité de son appareil de production. Les principaux leviers d'action de ce programme se sont matérialisés dans la promotion des exportations, la mobilisation accrue de l'épargne intérieure, une meilleure gestion des ressources du secteur public, une réduction de l'intervention directe de l'Etat dans l'économie. Le programme a été

renforcé par des réformes structurelles qui ont porté particulièrement sur la libéralisation du commerce extérieur, l'ouverture du système financier, les privatisations et certaines réformes institutionnelles telles que celles des douanes et de la justice commerciale. Les pouvoirs publics ont aussi pris la mesure de l'importance de créer un environnement favorable au développement des entreprises. D'importantes réformes ont été engagées : la facilitation de la création d'entreprise, le code de travail, la promotion de l'investissement et de la petite et moyenne entreprise, l'éducation et la formation. Les défis étant de jeter les bases d'une croissance soutenue à moyen terme, de créer suffisamment d'emplois pour faire face aux demandes additionnelles. Mais au-delà, il s'agissait de ne pas perdre de vue le bien-être social qui doit nécessairement accompagner l'évolution économique du pays.

La politique poursuivie a permis de réaliser des progrès en matière de redressement des grands équilibres interne et externe. Ainsi le déficit du Trésor a été réduit graduellement pour ne plus représenter que l'équivalent de 3 % du PIB en moyenne, le compte courant de la balance des paiements est revenu à un niveau proche de l'équilibre. L'endettement extérieur a été maîtrisé. L'inflation a été jugulée.



Toutefois, si l'économie nationale a fait preuve d'une résistance devant la dérive qui la menaçait et d'une certaine souplesse d'adaptation, on ne saurait prétendre qu'elle se soit parfaitement ajustée aux exigences de son environnement. Malgré le progrès enregistré dans l'assainissement de ses comptes macro-économiques, la mutation structurelle de l'économie marocaine n'est pas encore achevée. La croissance économique n'arrive pas à décoller d'un sentier historique de 3 % à 3,5 % par an en moyenne. L'imprévisibilité de son cours s'accroît.

...sans une vraie transformation structurelle...

Le profil structurel de l'économie nationale n'a pas connu une profonde transformation. Au niveau d'agrégation le plus élevé, on constate que la part de l'agriculture fluctue toujours autour des 17 %, celle de l'industrie y compris les mines et l'énergie se maintient dans les 20 %, tandis que celle des services (56,7 %) voit son importance se consolider. La fragilité des grands équilibres financiers persiste, la politique budgétaire est astreinte à un contrôle strict des dépenses de capital. Le budget de l'Etat est toujours lourdement handicapé par des contraintes importantes liées au poids excessif des charges de fonctionnement et de la dette publique. La masse salariale de la fonction publique, à elle seule, représente près de 11 % du PIB. Les charges en intérêts et amortissements de la dette publique absorbent 53 % des recettes fiscales. La contrainte externe n'est pas levée: l'économie nationale demeure sensible aux aléas de l'environnement international et les parts de marché chez les principaux partenaires ne s'améliorent pas.

Une des causes essentielles d'une croissance qui tarde à s'accroître est la persistance d'obstacles au développement de l'investissement privé. Dans une évaluation récente sur le climat des affaires au Maroc, les entreprises enquêtées ont mis en exergue une série de contraintes dont les principales re-

lèvent de l'accès et du coût de financement, de la fiscalité des entreprises, de l'accès au foncier, de la concurrence déloyale du secteur informel et de la corruption (Société financière internationale: *Évaluation du climat de l'investissement*, juin 2005). Des obstacles qui grèvent aussi l'attractivité de l'investissement direct étranger, malgré la sensible amélioration de l'afflux des IDE constaté ces dernières années.

...et avec des retards de développement humain

D'autres indicateurs montrent de manière suffisamment sensible que le redressement des équilibres financiers n'exprime pas nécessairement une amélioration de la situation sociale. Il en est ainsi de l'augmentation inexorable du chômage et de la pression de la demande sociale (éducation, santé, logement). Le chômage frôle aujourd'hui le cap de 1,5 millions de chômeurs (18 % de la population active). Un chômage de longue durée touchant plus particulièrement les jeunes et les diplômés (26 %).

Une partie des retards accumulés par le Maroc en matière de développement humain remonte aux années soixante, alors que se confirmait une croissance démographique très forte dont les conséquences sociales, négligées à l'époque, font encore pleinement ressentir leurs effets.

La croissance démographique, après avoir culminé à 2,8 % dans les années soixante, est estimée aujourd'hui à 1,6 % par an sous l'effet d'une baisse sensible du taux de fécondité. La répartition spatiale se caractérise par le passage, à partir de 1993, de la part de la population rurale sous la barre des 50 %. La stabilisation des effectifs des campagnes fait que le surcroît de population sera entièrement absorbé par les villes, surcroît urbain alimenté à moitié par l'exode rural dont les flux sont estimés à 220 000 personnes par an. La structure par âge de la population se modifie sous l'effet du poids croissant de la population âgée de plus de 60 ans; de la baisse de la part de la population âgée de moins

de 15 ans et de l'augmentation relative de la tranche d'âge de 15-60 ans. Le Maroc va donc devoir de plus en plus faire face aux conséquences économiques et sociales du vieillissement de sa population et à la demande croissante d'emploi d'une population majoritairement issue du boom suivant l'indépendance.

Au regard de la multiplication par trois de la population marocaine depuis l'indépendance, le retard dans la prise en compte de cette donnée démographique a neutralisé l'impact des efforts en matière de développement de services sociaux de base et d'équipements en milieu rural. Ce retard a ainsi conduit à l'élargissement des disparités sociales entre les milieux rural et urbain, principale contrainte au développement actuel du Maroc. De façon générale, de grandes disparités existent entre les milieux urbain et rural. Plus d'un huitième des ruraux ne disposent d'aucune facilité d'accès aux soins médicaux. Près de 40 % de la population rurale doit parcourir plus de 10 kilomètres pour accéder à un établissement de santé. La mortalité globale reste très marquée par le poids de la mortalité infantile. Le Maroc est aussi confronté à un défi crucial pour son avenir, celui du passage d'un système déficient d'éducation et de formation à un système où seront privilégiées les capacités de raisonnement et d'adaptabilité. Le taux d'analphabétisme variait, en 1960, de 59 % pour les hommes en milieu urbain à 98 % pour les femmes en milieu rural. Actuellement le taux d'analphabétisme est de 43 % mais le monde rural compte proportionnellement deux fois plus d'analphabètes que le monde urbain contre le quart seulement en plus en 1960. Dans le domaine de la scolarisation, suite aux efforts consentis après 1985, année de la réforme du système éducatif, les écarts relatifs entre garçons et filles et milieux se sont légèrement estompés et ont conduit à une nette amélioration du taux de scolarisation, notamment pour les filles de sept-12 ans en milieu rural.

Le taux de pauvreté qui était estimé à 42,3 % en 1970 a reculé à 17,8 % en 2001. La population pauvre se concentre essentiellement en milieu rural (70 %) et une frange importante des ruraux est encore plus vulnérable à cer-

Indicateurs macro-économiques

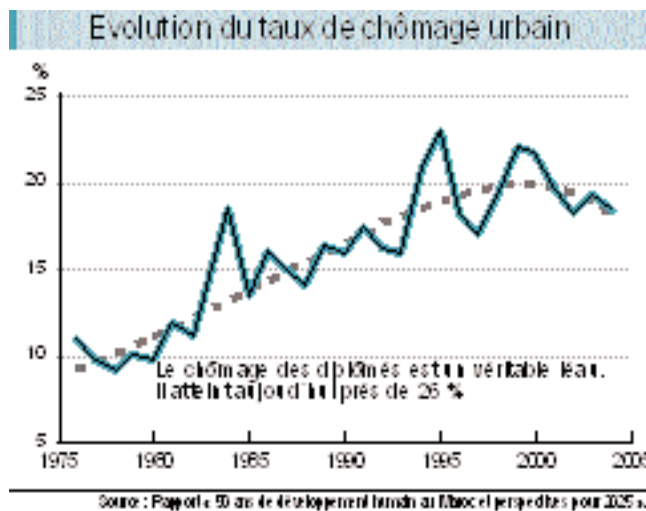
	1984	1994	2004
PIB par habitant (dollars courants)	592	1 158	2 112
Population totale (en milliers)	22 068	26 069	30 100
Investissement (% PIB)	25,3	21,0	24,6
IDE (% PIB)	0,6	2,5	3,4
Déficit budgétaire (% PIB)	- 11,2	-3,8	- 3,5
Solde balance des biens et services (% PIB)	- 10,6	- 5,1	- 1,9
Solde opérations courantes (% PIB)	- 7,8	- 2,3	-1,9
Charge de la dette extérieure (% PIB)	110,9	68,5	26,0
Inflation	8,6	2,7	1,5

Source : Elaboration de l'auteur à partir des données des Annuaire Statistiques publiés par la Direction des Statistiques du Maroc.

taines adversités de la vie quotidienne, particulièrement la sécheresse. Les disparités des revenus sont aujourd'hui plus larges qu'elles ne l'étaient au lendemain de l'Indépendance. Le rapport des dépenses moyennes par personne dans le monde urbain sur celles enregistrées dans le monde rural, égal à 1,6 en 1960, est passé à deux en 2001. Les dépenses publiques affectées au développement humain, profitent toujours peu aux populations les plus défavorisées. Ces dernières années des efforts financiers ont été consentis pour le monde rural à travers des programmes ruraux visant essentiellement à augmenter l'accès des plus démunis aux services sociaux de base (eau potable, électricité, désenclavement rural). Cependant, l'indice du développement humain (IDH), bien qu'il connaisse une évolution significative reste à un niveau limité. Il est passé de 0,425 en 1975 à près de 0,630 en 2003.

Défaillances de gouvernance

L'impact des réformes sur la croissance au Maroc est faible. Une question clé demeure posée: comment se fait-il qu'un pays qui s'est engagé dans tant de réformes ne puisse accélérer sa croissance ? Un



rapport récent de la Banque mondiale (*Promouvoir la croissance et l'emploi par la diversification productive et la compétitivité*, mars 2006) a identifié quatre défaillances des politiques économiques comme des contraintes majeures à la croissance économique: un marché de travail encore rigide, une politique fiscale qui crée une charge trop élevée sur les entreprises, un régime de change qui ne favorise pas la compétitivité internationale et un biais anti-exportation caractérisé par un niveau de protectionnisme encore très élevé, malgré la signature de plusieurs accords de libre-échange. Parallèlement à ces contraintes, trois défaillances du marché responsables de la faiblesse de la croissance ont été également identifiées : des défaillances d'information qui réduisent la rentabilité des investissements dans de nouvelles activités productives ; des défaillances de

coordination entre le secteur public et le secteur privé ; des défaillances de formation qui placent le pays parmi ceux qui ont le plus bas niveau de formation dans les entreprises. Dans un langage que les nuances de la diplomatie exigent, la grande institution financière dont la présence au Maroc sur la longue durée n'est pas sans effet sur les choix et les performances économiques et sociales indique du doigt les problèmes de la gouvernance et de la gestion de la décision. En effet, la persistance d'une gestion centralisatrice, l'absence d'une approche intégrée et participative, les insuffisances en matière d'hierarchisation des priorités, de rationalisation des dépenses publiques, de formulation, de mise en œuvre et de coordination des politiques, conduisent à un faible impact des réformes entreprises. Dans la même approche de la recherche des causes du blocage du développement, le rapport sur le développement humain, publié à l'occasion du cinquantième de l'indépendance a fait ressortir une série de nœuds qui compromettent la modestie de la croissance, l'accès au savoir et à la santé, l'exclusion sociale et la gouvernance aussi bien dans la gestion publique que privée. Ce sont des nœuds fondamentaux qui correspondent à autant d'espaces de déficits accumulés qu'à des défis de l'avenir. ■